

FRAUDE SYSTÉMIQUE : UNE DÉLINQUANCE SANS DÉLINQUANTS ?

JEAN DE MAILLARD*

Les promesses ont beau fuser, rien n'y fait. À chaque scandale financier, souvent plus grave que le précédent, les gouvernements, les banquiers, les régulateurs font passer le message embarrassé que l'on ne les y reprendra plus, sur l'air bien connu du « der des der ». Puis tout recommence.

L'un des plus récents en date de ces scandales est la manipulation des taux interbancaires (Libor, Euribor et Tibor). On attend déjà le prochain. Il éclatera peut-être à propos des manipulations des marchés financiers par le « *trading* haute fréquence », à moins que les grandes manœuvres sur les marchés des métaux précieux (l'or et l'argent en particulier) ne viennent les coiffer sur le poteau. Nous verrons bien... Cela nous laisse toujours le temps de nous demander comment il se fait, d'une part, qu'un scandale financier de dimension globale en chasse un autre sans que cela ne paraisse troubler grand monde et, d'autre part, que personne ne soit capable de nous dire pourquoi l'économie et aujourd'hui surtout la finance ont l'air de ne pas pouvoir vivre – je ne suis pas sûr d'exagérer – sans leurs pratiques nauséabondes.

Rappelons que les estimations, officieuses il est vrai puisque les chiffres officiels n'existent pas, font état de 50 % à 70 % du montant des prêts *subprimes* conclus frauduleusement¹ avec les travailleurs pauvres et les chômeurs noirs et latino-américains tombés en défaut de paiement, prêts qui étaient ensuite titrisés en masse et injectés dans le système financier mondial, avec le bonheur que l'on sait. Le pourcentage eut-il été un peu plus faible, cela n'aurait pas changé grand-chose au problème. En effet, un schéma de Ponzi² systémique s'est monté à partir de ces prêts hypothécaires. La cession par les banques des crédits qu'elles avaient consentis, sous forme de produits financiers à haut rendement (grâce aux évaluations complaisantes des agences de notation), permettait, outre des profits

*Vice-président, Tribunal de grande instance de Paris ; auteur de *L'arnaque, la finance au-dessus des lois et des règles*, Gallimard, 2010 ; réédition, collection Folio actuel, 2011.

à deux chiffres, de financer indéfiniment de nouveaux crédits, le tout alimenté par la croissance d'une bulle immobilière qui faisait monter les prix. Ainsi était amorcé un cercle vicieux d'autoréalisation des profits – toujours plus de crédits hypothécaires pour toujours plus de produits titrisés refinançant toujours plus de crédits – qui ne pouvait que s'écrouler un jour ou l'autre.

Cette simple constatation soulève un coin du voile sous lequel on aimerait glisser un coup d'œil : quelle est, dans ce genre d'affaires, la part de fraude dont il faut imputer la seule responsabilité aux individus, en l'espèce les emprunteurs poussés au délit par les courtiers et les banques pour augmenter la masse des crédits, et celle que l'on peut attribuer au système en tant que tel qui a créé des produits financiers spécifiques pour les recycler ? Les poursuites annoncées en février 2013 aux États-Unis contre Standard & Poor's, pour ses notations fallacieuses des supports de titrisation des prêts *subprimes*, sont un timide début de réponse. Il n'aura fallu que cinq bonnes années après le déclenchement de la crise pour que le gouvernement américain entrouvre un œil sur le dossier qui fâche, celui d'une fraude devenue systémique dans laquelle tout le monde a trempé – les courtiers, les banques, les agences de *rating*, les *hedge funds*, les professionnels de l'immobilier, les rehausseurs de crédit... – et pas seulement les emprunteurs finalement grugés. Il n'est pas dit cependant qu'il ne sera pas refermé dès que le gouvernement américain aura obtenu une révision à la hausse de la note du pays par les agences de notation.

UNE FRAUDE PEUT EN CACHER UNE AUTRE : L'AFFAIRE DU LIBOR

L'affaire du Libor, qui connaît des rebondissements presque tous les jours, après celle des *subprimes* et de bien d'autres, pourra utilement servir de cas pratique à l'étude de ces fraudes systémiques qui, se parant elles aussi du titre envié de *too big to fail*³, sont de surcroît *too big to punish*. Pour ce que l'on en sait aujourd'hui, la fraude commence vers 2005 comme une très banale manipulation des taux interbancaires, pour ne s'achever, dit-on, qu'en 2010. Elle est d'abord organisée par une poignée de *traders* des banques de référence, habilitées à fixer les taux quotidiens du Libor à Londres, de l'Euribor à Francfort ou du Tibor à Tokyo. Rien de compliqué dans le *modus operandi* puisque les *traders* en question se contentaient de téléphoner à un collègue de la direction trésorerie de leur banque. Ils lui demandaient de donner un coup de pouce, à la hausse ou à la baisse, au taux⁴ qu'il déclarait journallement à l'organisme interbancaire, chargé de centraliser les déclarations et d'en extraire un taux moyen. Un coup de fil suivi d'une bouteille de champagne et le tour était joué : quand un *trader* avait besoin de voir les taux monter pour une grosse opération spéculative, ils montaient. S'il fallait qu'ils descendent, ils descendaient. À charge de revanche, quand l'homologue

d'une autre banque demandait à son tour un petit service. Il suffisait de quatre banques complices à Londres (mais l'histoire ne dit pas si chacun avait droit à sa bouteille de champagne) pour falsifier le Libor, qui sert de base au calcul des autres taux financiers⁵ et détermine les politiques monétaires des banques centrales et l'endettement des États.

Or ce ne sont pas seulement quatre banques qui sont impliquées, mais une vingtaine parmi les plus grandes au monde. Admettons que les directions des établissements concernés – UBS, Barclays, Citigroup, Royal Bank of Scotland, HSBC, JPMorgan Chase, Deutsche Bank, Société générale, Crédit agricole... – soient tombées des nues en apprenant ces petits arrangements de leurs subordonnés, comme elles l'ont clamé haut et fort. Encore faudrait-il s'entendre sur le moment où elles en ont appris l'existence car, comme on va le voir, le scandale en cache un autre et les dates ont leur importance. Bien que les investigations ne paraissent pas avoir été menées avec un zèle excessif, ni une rapidité exemplaire, elles ont en effet révélé d'abord que toute l'affaire n'était qu'un secret de polichinelle dans la profession bancaire et chez les autorités financières, en particulier à la Federal Reserve (Fed) de New York, au plus tard à partir de 2007. Tim Geithner, lui-même, qui a présidé la Fed de New York de 2003 à 2008 juste avant de devenir le secrétaire au Trésor de Barack Obama (jusqu'en janvier 2013), était informé depuis au moins le mois d'avril 2008. Ses propres services l'étaient indiscutablement depuis août 2007 et la question se pose – se pose-t-elle d'ailleurs sérieusement ? – de savoir s'ils en avaient averti leur patron. Quoi qu'il en soit, selon les critères de ce qu'il est convenu d'appeler la « bonne gouvernance », on peut penser que la moindre des choses aurait été que la réponse des autorités politiques et financières à une annonce de cette taille fut à la hauteur des enjeux. Après tout, 450 000 Md\$ d'actifs concernés, sans compter tout ce qui n'est pas directement chiffrable, ce n'est pas une bagatelle. C'est pourtant tout le contraire qui s'est passé.

Certains doivent encore se souvenir de la panique qui a saisi la planète financière et politique au milieu du mois de septembre 2008, quand la banque Lehman Brothers a coulé corps et biens, menaçant d'emporter dans son naufrage tout le système bancaire mondial. Toutes les banques connaissaient l'état calamiteux de leur propre bilan et n'ignoraient pas non plus que leurs consœurs avaient suivi la même dérive. Résultat : le système bancaire mondial risquait de sombrer à tout instant, car plus aucune banque ne faisait confiance aux autres pour leur prêter encore le moindre centime. Or sans les prêts interbancaires quotidiens, le système monétaire et financier mondial plongerait sans délai et sans rémission dans les grands fonds marins. La réponse des autorités américaines – les États-Unis étant l'épicentre de la crise – ne s'est donc pas fait attendre. Elles ont pris la décision d'injecter précipitamment, et quasiment sans condition, d'énormes liquidités financières pour rafistoler le bateau ivre de la finance. Le plan TARP (*Troubled Asset Relief Program*) concocté dès le mois de septembre 2008 par le secrétaire au Trésor Henry Paulson, un ancien

de Goldman Sachs, prévoit ainsi un plan de sauvetage, essentiellement pour les banques, de 700 Md\$. D'autres, encore plus coûteux, suivront et aujourd'hui encore, la Fed déverse 85 Md\$ tous les mois dans le système financier pour le maintenir à flot. La BCE (Banque centrale européenne), la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon en font autant. Mais cela ne montre que ce qui s'agite sur le pont supérieur de la grande finance. Il y a aussi les colmatages au fond des cales. À l'automne 2008, le système financier doit être renfloué à tout prix, non seulement pour éviter un échouage qui pourrait engloutir tout le système bancaire, mais aussi pour que les réformes inévitables que les banques devront supporter ne touchent à rien de ce qui leur paraît essentiel. Les banques aux abois ne sont évidemment pas très fières, mais elles craignent que les gouvernements, las de leurs turpitudes et surtout harcelés par leurs opinions publiques, ne réagissent d'une manière qu'elles jugent excessive pour leurs intérêts. Elles savent par conséquent qu'elles jouent leur va-tout dans la gestion immédiate de la crise. Les manipulations sur les taux interbancaires vont prendre alors un autre tour, avec l'aval, sinon la participation, de certaines autorités politiques et financières.

Il y a, au plus fort de la crise de liquidité qui suit la chute de Lehman Brothers, deux bonnes raisons de falsifier les taux interbancaires, désormais exclusivement à la baisse. La première est que les banques ont intérêt, vis-à-vis de leurs consœurs, de leurs clients, des gouvernements et des régulateurs, à ne pas laisser paraître l'état de décrépitude dans lequel elles peuvent se trouver. Or la santé financière d'une banque a son thermomètre : son taux interbancaire, c'est-à-dire celui auquel elle emprunte aux autres banques. Si elle est mal en point, le taux monte ; si tout va bien, il est bas. Si elle est mal en point, mais veut faire croire que tout va bien, et si elle a la chance de faire partie du panel de la BBA (British Bankers' Association), il lui suffit d'annoncer un taux d'emprunt sur le marché interbancaire qui soit inférieur à la réalité. On pourra croire qu'elle est *in bonis* et elle obtiendra encore du crédit sur la place. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Comme personne ne sait combien les banques détiennent d'actifs pourris dans leurs bilans – elles ne le savent même pas vraiment elles-mêmes – et que le marché interbancaire est complètement gelé, ce n'est pas la vérité qui compte, mais l'apparence. La seconde raison est que l'on attend du mensonge généralisé qu'il crée un cercle vertueux : si les banques qui sont chargées de fixer le taux interbancaire de référence sont capables, dans la tempête, d'afficher un niveau qui correspond à celui d'une mer plate, elles n'auront aucun mal à soutenir que les creux les plus impressionnants ne leur font pas peur et qu'elles traversent les vagues les yeux fermés. Autrement dit, toute la profession avait tout à gagner à montrer qu'elle était globalement solvable, ce que personne ne pouvait (ni sans doute ne voulait) vraiment vérifier, et à convaincre qui voulait l'être que les petites difficultés qu'elles rencontraient pour trouver des liquidités n'étaient pas de nature à troubler le cours des affaires.

La suite logique de cette mascarade est que, à partir de septembre ou

d'octobre 2008, la falsification des taux interbancaires prend une tout autre dimension : elle ne sert plus à faire des gains frauduleux au fil de l'eau, mais à soutenir la politique monétaire très agressive des banques centrales. Autrement dit, le mot d'ordre général est : « Baissez les taux pour faire repartir les machines ! » À la fin de décembre 2008, le taux Libor 1 mois⁶ a été divisé par dix par rapport à décembre 2007 (0,44750, contre 4,60000) et un an plus tard, il a encore chuté de moitié (0,23094, contre 0,44750). Le gouvernement américain n'était d'ailleurs pas en reste. Tenu de s'expliquer devant le Congrès le 25 juillet 2012, Geithner a dû faire l'aveu que lors du renflouement de l'assureur AIG et des banques à l'automne 2008, il avait vite fait taire ses scrupules pour leur offrir un beau cadeau : « Nous devons choisir un taux et nous avons fait ce que tout le monde faisait : utiliser le meilleur taux disponible à ce moment-là. » (Gongloff, 2012). Le meilleur pour qui ? Pas pour le contribuable, certainement. Ce qui est fâcheux quand on est l'autorité monétaire et que l'on est au courant des falsifications.

LA FRAUDE : DANS L'ANGLE MORT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CRIMINOLOGIE

Mais à l'époque, tout cela restait soigneusement dissimulé. Si quelques esprits chagrins se sont demandés comment il se faisait que, d'un côté, le système frôlait de si près le collapse qu'il fallait le perfuser en urgence de 700 Md\$ et, de l'autre côté, que les taux interbancaires avaient tous des encéphalogrammes plats, ils ont bien vite été invités à penser à autre chose de plus positif. Ce qu'ils ont dû se résoudre à faire, jusqu'à la révélation des manipulations effectuées avec la bénédiction et le concours, c'est là l'important, des autorités politiques et de contrôle. Bien sûr, nul ne s'en est vanté, chacun essayant plutôt de se défausser sur les autres, comme Geithner qui a voulu insister sur le fait qu'il avait transmis des recommandations à ses homologues britanniques, qui manifestement devaient alors penser à autre chose. L'autorité britannique des marchés, la Financial Services Authority (FSA), l'a d'ailleurs reconnu elle aussi, avec embarras. « La FSA, à tous les niveaux de direction, était consciente d'une sévère perturbation du marché Libor entre l'été 2007 et le début de 2009. », a-t-elle confessé. Mais pour s'excuser aussitôt de ne pas être intervenue avec cet excellent sophisme : ces perturbations « reflétaient les conditions du marché et auraient eu lieu même si la sous-estimation n'avait pas eu lieu ». Quant à Geithner, il ne lui est jamais venu à l'esprit de saisir son collègue du Département de la Justice, par exemple, ou simplement d'ordonner aux banques de cesser leurs magouilles.

À l'heure des bilans, si l'on veut des responsables (ce qui reste à prouver), où faudra-t-il aller les chercher ? Chez les auteurs matériels de la fraude, chez ceux qui les dirigent ou chez ceux qui les ont couverts ? Chez ceux qui se sont endettés

à vie, chez ceux qui sablaient le champagne après chaque coup de téléphone, chez ceux qui empochaient les plus gros bonus ou encore chez ceux qui, par faiblesse politique, ont préféré laisser gérer par la fraude leur incapacité à engager les réformes pourtant urgentes du système financier ? À ce jour, la justice, sans boussole ni gouvernail, n'a encore attrapé qu'une modeste poignée de petits poissons dans son étrange filet, qui laisse toujours passer les plus gros. Il est douteux pourtant qu'elle change un jour de filet. Les dirigeants bancaires, eux, ont su avantageusement négocier des transactions qui effacent leurs ardoises⁷ et sont prêts pour de nouvelles aventures puisqu'il faudra bien trouver l'argent pour payer les amendes !

On pourrait en rester là en se contentant de hocher la tête et c'est, sans aucun doute, ce que feront tant les économistes que les criminologues, pour ne rien dire des dirigeants politiques. Les premiers parce qu'ils ne lisent jamais la page des faits divers de leur quotidien habituel, les seconds parce qu'ils sautent toujours les pages « économie » auxquelles ils ne comprennent rien, les troisièmes parce qu'ils n'aiment pas les questions qui fâchent. Mais les négligences aussi sont coupables, quand elles entretiennent des situations intolérables pour la survie du système lui-même. Si des pratiques de ce niveau peuvent prospérer sans encombre – hier la pyramide montée avec la bulle des *subprimes*, aujourd'hui le scandale du Libor et tant d'autres avant et sans aucun doute après –, c'est aussi parce que, faute de visibilité théorique, la nature même du problème échappe à ceux qui devraient le détecter.

L'économiste et le criminologue s'entendent en effet comme larrons en foire pour ne rien voir d'un phénomène – la fraude systémique – qui n'échappe à personne, sauf à eux. Chacun ne pense qu'à protéger son pré carré intellectuel où il règne en paix, ignorant superbement ce que fait l'autre, comme tout bon compère : une respectable distance, doublée d'une forte indifférence, n'est-elle pas la meilleure assurance d'une longue et bénéfique complicité ? Seule concession résignée qu'ils se sont faite l'un à l'autre, pour éviter que leur déni de la réalité ne soit trop criant : laisser dire qu'il existerait, de ci de là et par la force des choses, quelques « délinquants en col blanc », une sorte d'hybrides de chefs d'entreprise et de gangsters qui feraient leur apprentissage auprès de criminels avérés avant de venir exercer leurs prédatons dans les entreprises.

Sorti tout droit, durant l'entre-deux-guerres, du cerveau imaginaire d'un sociologue américain, Edwin Sutherland, cet « objet voleur non identifié » qu'est le « délinquant en col blanc » – jolie trouvaille, soit dit en passant, en termes de communication – expliquerait donc à lui seul pourquoi et comment on rencontre parfois des malfaiteurs chez ces êtres éminemment rationnels qui évoluent dans l'industrie, le commerce ou la banque, à rebours de ce que professent depuis des lustres les criminologues et les économistes. La criminologie ne cesse-t-elle pas de nous dire que la délinquance est la pathologie des pauvres et des désaxés, et l'économie que les mécanismes de marché sont si bien rodés et ne fonctionnent qu'avec des agents si rationnels qu'ils ne requièrent, au mieux,

que des réglages réguliers et quelques ajustements de temps à autre ? Les réflexions savantes se sont hélas à peu près limitées, jusqu'à nos jours, à ces indigestes banalités, si confortables tout de même pour la tranquillité intellectuelle de leurs auteurs.

DES TENTATIVES PLUS OU MOINS HEUREUSES POUR PRENDRE EN COMPTE LA FRAUDE EN ÉCONOMIE

Quelques tentatives ont bien été faites pour donner une consistance à l'ambivalent et inclassable personnage défini par la couleur de sa chemise, mais elles n'ont pas été des plus heureuses. L'une des plus mémorables est celle de Gary Becker – un chef de file de l'école néolibérale – qui, formules mathématiques à l'appui, a entendu démontrer que la prédation économique est un choix concocté au terme d'un rigoureux calcul coûts/avantages, qui met en balance le risque d'aller en prison que l'échec vaudra à son auteur, individu rationnel s'il en est, avec le profit que lui apportera le succès de ses méfaits (Becker, 1968). Becker avait sans doute le mérite d'avoir vu que la délinquance n'était pas réservée aux pauvres ou aux insuffisants mentaux. Mais comment trouver, comme il l'imaginait, l'algorithme capable de convertir scientifiquement le risque d'emprisonnement en espèces sonnantes et trébuchantes (ou l'inverse), même avec une table actuarielle dont on attend encore, de toute façon, que quelqu'un sache comment la concevoir ? Il a en particulier négligé ce qui constituait sans doute la remarque la plus pertinente de Sutherland à propos de la criminalité des affaires : il est fort rare qu'elle vaille à ses auteurs des sanctions aussi sévères que celles des voleurs de grand chemin, voire même d'ailleurs la moindre sanction, alors qu'elle rapporte beaucoup plus, en général, que les maigres revenus des vulgaires écornifleurs. Il est bien dommage que Becker ait ignoré cette donnée criminologique de base, car il aurait alors vu ce qui a manifestement échappé à ses équations : compte tenu du risque réel qu'ils encourent, les gens rationnels devraient invariablement choisir pour s'enrichir la voie sûre et rapide de la délinquance économique et financière, plutôt que de s'obstiner à rester sur les chemins escarpés de la probité.

S'il faut reconnaître que la notion de délinquant en col blanc n'a pas été totalement inutile, ce n'est donc pas pour améliorer la prévention, mais pour préserver les citadelles respectives du criminologue et de l'économiste. Seule référence qu'ils partagent, aujourd'hui encore, elle leur sert en fait à rejeter les manifestations d'une nocivité qu'ils sont bien en peine par ailleurs d'expliquer aux lisières et du crime et de l'économie, sur un personnage dont ils ne revendiquent ni l'un ni l'autre l'appartenance aux communautés qu'ils étudient (ou qu'ils inventent, pour les besoins de leurs démonstrations). En somme, grâce à lui, le criminologue peut retourner à ses populations de prédilection – les pauvres, les marginaux,

les alcooliques et les drogués... – et l'économiste aux siennes – les élites, les dirigeants, les riches, les individus rationnels...

On doit à la vérité de dire qu'il existe, comme dans toute discipline, des dissidents, plutôt d'ailleurs du côté de l'économie que de la criminologie. Leur dissidence peut leur valoir, dans certains cas, une forme de reconnaissance : celle du mérite qu'il y a à être dissident (mais c'est plutôt rare et généralement apprécié seulement en dehors des cénacles savants) ou celle de déranger les dogmes par de solides arguments, ce qui permet aux gardiens de la foi de leur rendre des hommages dont ils ne croient pas un mot, mais qui prouvent leur propre largeur de vue. C'est peut-être grâce à cela que George Akerlof a pu recevoir en 2001 le prix Nobel d'économie qui venait principalement récompenser un article, qu'il avait écrit en 1970, sur l'étrange destinée des rossignols (Akerlof, 1970). Il n'évoquait pas le sort des petits volatiles au chant harmonieux qui ont presque disparu de nos contrées, mais celui de ces objets invendables quand ils se retrouvent sur le marché de l'occasion⁸.

Précisons d'abord qu'Akerlof n'était pas un économiste naturellement séditieux. Keynésien bon teint, il professait au contraire une croyance raisonnable dans les théories du marché, dont il cherchait simplement à relativiser, pour plus de crédibilité, la prétendue efficacité. C'est ainsi qu'il s'est fait le chantre d'une théorie des asymétries d'information. Il l'a illustrée, d'où sa renommée, par l'exemple du marché de la voiture d'occasion dans lequel, inévitablement, viennent se glisser des rossignols, introduits par des vendeurs sans trop de scrupules. Les acheteurs étant par définition des êtres rationnels – j'ai dit qu'Akerlof n'était pas un auteur rebelle –, mais qui ne sont pas tous pour autant, comme le voudrait la pure théorie, d'excellents mécaniciens capables de voir au premier coup d'œil que l'on essaie de leur fourguer une épave sous des dehors rutilants, il ne leur reste qu'à biaiser pour éviter qu'un rossignol ne fasse d'eux des pigeons... C'est comme cela, explique Akerlof, que les véhicules d'occasion, même ceux qui roulent impeccablement, se voient tous suspectés par les acheteurs de n'être que des rossignols et de ne pas valoir le prix qu'en demandent leurs propriétaires. Hélas donc, les véhicules d'occasion, à cause de quelques vilains canards, ne peuvent se vendre sans une décote qui ne nuit peut-être pas aux rossignols, mais sûrement en revanche à tous les autres. Résultat : si l'État ne prend pas des moyens pour protéger les acheteurs des margoulin, par exemple en obligeant les propriétaires à donner une garantie ou en leur imposant un contrôle technique, les vendeurs de « bons » véhicules vont les retirer du marché, enclenchant un cercle vicieux à l'issue duquel seuls les « mauvais » se retrouvent encore en vente, dont bien entendu personne ne voudra. Ainsi périrait d'anémie le marché de l'occasion, si l'État n'y veillait ! Inutile de préciser, je suppose, que le destin des rossignols n'est qu'une parabole à vocation universelle.

Retenons que la dissidence très modérée d'Akerlof enfonçait tout de même deux coins pointus dans le solide édifice du marché tel que l'imaginent les économistes orthodoxes : le marché ne se régule pas tout seul car il est la proie des filous en

tout genre et, *horresco referens*, le marché peut même disparaître si on les laisse faire, aussi rationnels que soient les acheteurs, ou peut-être même à cause de cela ! Voilà deux bons motifs d'attribuer le prix Nobel, à condition d'oublier juste après pourquoi on l'a accordé. C'est la raison pour laquelle, sans doute, Hyman Minsky, autre économiste américain postkeynésien encore un peu plus sulfureux, n'a pas eu la chance de recevoir une telle distinction : il mettait la barre beaucoup plus haut avec son « hypothèse d'instabilité financière ».

Pour commencer, Minsky ne considérait pas d'un œil attendri la réussite dans le monde des affaires. Il y voyait au contraire le déclenchement d'un cycle qui ne peut déboucher qu'en enfer. Dans un premier temps, en effet, tout a l'air de bien aller. L'entreprise ou l'économie en général (la leçon vaut aussi pour la finance) engrangent leurs bons résultats avec une gestion de « bon père de famille ». On n'emprunte pour se développer qu'après s'être assuré de pouvoir rembourser et les investissements sont prudemment calculés pour payer les intérêts et le capital. Hélas, la réussite est mauvaise conseillère car, voyant l'avenir en rose, on passe vite du premier stade, appelé « finance couverte » à un second stade, celui de la « finance spéculative ». Irrémédiablement, dit Minsky, on se laisse aller quand tout va trop bien et l'on se met à vivre au-dessus de ses moyens en pensant que la cagnotte ne cessera de toute façon jamais de grossir. Le résultat ne se fait pas attendre. Notre chef d'entreprise ou, pire encore, l'économie tout entière et la finance avec ne peuvent plus acquitter que les intérêts des investissements que l'euphorie leur a fait réaliser. Pour le capital, il ne leur reste alors qu'une solution : emprunter pour le rembourser. Ce n'est sans doute pas encore dramatique, mais c'est mettre le doigt dans un engrenage fatal. À ce rythme, on atteint vite en effet, et sans recours, le troisième stade, celui de la « finance Ponzi », du nom du célèbre escroc des années 1920 qui utilisait la méthode remise au goût du jour par les banquiers contemporains en général et par Bernard Madoff en particulier. Tandis qu'Akerlof l'optimiste voyait le salut venir d'une régulation qui, comme la cavalerie dans les bons westerns, arriverait à temps car le marché n'est pas suicidaire, Minsky le pessimiste voyait tous les chefs d'entreprise et les banquiers affublés, un jour ou l'autre, du masque des frères Rapetout. Pas étonnant qu'il ait été privé de prix Nobel !

LA FRAUDE : NOTION INTROUVABLE OU CONCEPT À TROUVER ?

Son injuste destin ne doit pas nous empêcher cependant de nous interroger sur la pertinence de ses prédictions. Qui a raison ? Akerlof qui croyait à la régulation ou Minsky qui n'y croyait pas ? Akerlof qui pensait que l'on pouvait enrayer la dégradation du marché ou Minsky qui était persuadé que sa restauration ne pouvait intervenir avant qu'il n'ait atteint la fin d'un cycle complet ? On pourrait

commencer par dire, comme Diogène prouvant en marchant que le mouvement existe, que la crise des *subprimes*, qui aurait dû entraîner la banqueroute du système bancaire sauvé *in extremis* par la fraude des taux interbancaires, a vérifié l'hypothèse de Minsky, au moins quant à l'existence d'un cycle inéluctable de dégradation du marché. C'est un peu court, convenons-en, car une vérification n'est pas une démonstration, même si Minsky décrivait avant l'heure le scénario qu'allaient jouer le système financier mondial et les mécanismes de son effondrement. Ce qui pêche dans son hypothèse, mais il est vrai qu'il la nommait lui-même une hypothèse, c'est qu'elle introduit les faiblesses de la nature humaine comme ultime explication (sans parler des ressources imaginatives grâce auxquelles il peut encore s'en sortir sans se réformer). On trouve d'ailleurs chez Akerlof le même principe moteur des dérèglements économiques.

On aimerait pourtant que la démonstration aille jusqu'au bout. Pourquoi derrière chaque bon père de famille trouve-t-on toujours tapi quelque Bernard Madoff en puissance ? Est-ce parce qu'aucun système n'est suffisamment hermétique pour se prémunir de toute contagion pernicieuse de la nature humaine et que, une fois la corruption introduite, elle s'installe, règne et finit par tout ravager si l'on ne l'interrompt à temps ? Ou bien existe-t-il, dans tout mécanisme économique ou financier, une logique transcendante qui conduit invariablement de la bonne gestion à l'escroquerie, avec un passage obligé par une bonne purge pour repartir à zéro ? Même si le marché sait se ressaisir, comme l'espérait Akerlof, il faut trouver d'où vient cette fatalité qui l'assaille. Dans le premier cas, celui où la corruption se propage comme une maladie contagieuse, l'autre question serait de savoir pourquoi l'économie et la finance seraient assurées de toujours attraper le même virus (surtout que les médecins nous assurent tous qu'elles sont naturellement immunisées). La recherche nosographique, celle qui s'attache à trouver les causes du mal, reviendrait ici plutôt au criminologue, à condition qu'il veuille bien s'occuper pour une fois d'autre chose que des catégories défavorisées, qui côtoient rarement les *boards* des banques ou les conseils d'administration des multinationales. Si le mal en revanche vient de l'économie elle-même, il faudrait alors passer la main à l'économiste, en le priant toutefois d'abandonner ses préjugés sur l'efficacité du marché et la rationalité supposée l'habiter, pour chercher plutôt où réside ce principe logique qui le ronge en silence. Surtout quand la fraude n'est pas seulement le poison qui tue l'économie, mais aussi le remède avec lequel on espère la guérir.

Si les criminologues et les économistes voulaient faire l'effort de sortir de leurs vieilles chapelles poussiéreuses, il leur resterait donc encore à trouver la bonne méthode, en partant des bonnes hypothèses. Comment se fait-il, par exemple, que leurs *a priori* dogmatiques, que seul leur hermétisme peut faire passer pour scientifiques, soient quasiment inchangés depuis le XVIII^e siècle ? La croyance dans le marché (à peu près) régulé d'Adam Smith reste en arrière-plan de toutes les théories orthodoxes du marché. Quant aux criminologues, si les plus lucides ont renoncé à voir tous les délinquants devenir d'honnêtes citoyens par la grâce

des éducateurs, c'est pour mieux se concentrer maintenant sur leur irréductible dangerosité, cette autre manière pour eux de désigner l'indicible et surtout l'incompréhensible. Existe-t-il, en dehors des leurs, une seule autre discipline dans laquelle les paradigmes n'ont subi, depuis aussi longtemps, aucun des outrages du temps ? Pourtant, qu'on le sache, cette solidité des lieux communs et des préjugés sur lesquels s'appuient l'économie comme la criminologie n'a pas fait la preuve de leur validité. Les économistes devraient donc commencer par abandonner leur culte de l'immaculée conception du marché et les criminologues par cesser de croire à la prédestination des pauvres ou des insuffisants mentaux pour le vice et le péché. Sans tomber pour autant dans une hérésie inverse, qui consisterait à prêcher qu'en cette vallée de larmes, tout n'est que corruption, pauvres et riches confondus, et que le marché est le lieu de leur perdition commune.

Si le programme les tente, il leur faudra par conséquent beaucoup d'audace et d'inventivité. Même chez les dissidents, ces qualités restent encore trop timides et l'on sent bien qu'il manque à leurs raisonnements quelques étapes et surtout une conclusion. Il serait certes prématuré d'en proposer une, mais on peut les inciter à poursuivre leurs réflexions, comme a essayé de le faire, par exemple, Black (2012). L'expertise de ce criminologue, doté d'une solide formation pratique en économie et en finance, s'est nourrie de son expérience de régulateur lors du scandale des *savings and loan*, dans les années 1980, qui préfigurait la future crise des *subprimes*. C'est ce qui lui a permis de concevoir un concept à mi-chemin entre l'économie et la criminologie, celui de « fraude patronale » (*control fraud*). À première vue, il n'y a guère de différence entre le délinquant en col blanc de Sutherland et les « patrons-escrocs » de William Black, qu'il décrit comme « des superprédateurs financiers qui infligent des pertes immensément supérieures à celles que les “petits” voleurs peuvent provoquer », si ce n'est ces quelques particularités : ils sont au cœur du système et n'ont de cesse que lorsqu'ils ont tué, en quelque sorte, la poule aux œufs d'or, quitte à déclencher des « faillites d'entreprises catastrophiques. Qui plus est, les fraudes patronales peuvent se produire par vagues qui mettent en danger l'ensemble de l'économie » (*id.*, p. 36). Ce simple changement d'échelle est déjà un sacrilège pour les économistes et les criminologues orthodoxes, car ni les uns ni les autres ne parviennent à concevoir les effets de la fraude sur les grands équilibres économiques et financiers, ni ne sont même prêts à en admettre la possibilité.

Pour Akerlof, à la différence de Smith, le marché est vulnérable aux égoïsmes individuels, mais le mal est rémissible si l'État fait son travail. À la différence de Smith et d'Akerlof, Minsky voyait de son côté le marché soumis à un cycle inexorable de dégradation, prélude nécessaire à toute restauration. À la différence de Smith, d'Akerlof et de Minsky, Black pense que la fraude est une composante inhérente à l'économie et à la finance, qui s'étend par vagues comme une épidémie si l'on ne prend pas des mesures prophylactiques énergiques pour l'empêcher de ravager l'économie tout entière. Pour ce dernier, il existe chez les dirigeants

des individus malfaisants qui n'hésitent pas à utiliser leur entreprise comme « une arme offensive et défensive – pour escroquer les autres et compliquer la détection et la punition de sa fraude » (*id.*, p. 35). Ainsi donc, l'entreprise elle-même devient l'instrument du crime au lieu d'en être la victime. Redoutable retournement de la *doxa* néolibérale, incapable d'imaginer un comportement économique qui serait antiéconomique.

De facteur négligeable, indigne d'intéresser qui que ce soit de sérieux, la fraude – définie ici comme le détournement et la transgression des normes à des fins de prédation par les dirigeants d'entreprises – devient ainsi une menace permanente pour l'économie et la finance, parce qu'elle opère de l'intérieur du système économique et financier et qu'elle est le fait de ses principaux acteurs. Toujours présente, même dans un état latent, elle n'attend que des conditions favorables pour se répandre comme une traînée de poudre et elle trouve ces conditions favorables dans la simple négligence à la prévenir. Plus encore, elle touche au cœur du système économique et financier et pas seulement à sa marge. Les fraudes massives des *savings and loan* dans les États-unis des années 1980, celles des années Enron et de la bulle Internet, celles encore des *subprimes* et du Libor, qui ont rythmé chaque décennie de leur lot de scandales, ne sont donc pas des accidents de l'histoire. Elles sont proprement systémiques, dans les deux sens du terme : d'abord parce qu'elles sont le produit direct du système économique et financier, ensuite parce qu'elles causent l'effondrement de ce même système.

Mais la thèse de Black laisse encore un sentiment de frustration. Certes, elle ouvre les yeux sur une réalité que dissimulent trop bien d'habitude les insuffisances théoriques du criminologue et de l'économiste. Elle comporte toutefois deux faiblesses. Selon Black, en premier lieu, la fraude est toujours une forme de pillage qui aboutit à la prédation pure et simple des entreprises, de l'économie et du système financier et implique à terme leur anéantissement. Les systèmes de fraude mis en œuvre dans les montages de prêts *subprimes* ou la manipulation des taux Libor montrent pourtant autre chose : la fraude, qu'il faut ici définir très largement comme la « transgression des normes par un système qui ne peut plus fonctionner sans détourner ses propres règles », devient un mode de gouvernance comme tel. Ce détournement requiert même la mise en place de circuits, complexes ou non, mais faisant appel à une forte division du travail frauduleux et mobilisant des instances nombreuses – parfois les plus hautes – pour mettre au point tous les mécanismes de fraude. En second lieu, la notion de « fraude patronale » ne peut encore se dispenser, de la manière dont Black la présente, non seulement de voir les dirigeants fraudeurs comme des criminels, mais aussi comme les initiateurs cupides des fraudes systémiques. Plaçons-nous dans une autre perspective : Émile Durkheim, le père de la sociologie, recommandait de toujours attribuer aux faits collectifs une cause collective. Dans cet ordre d'idées, une fraude systémique a toujours une cause systémique. Autrement dit, ce ne sont pas les individus, si haut placés qu'ils soient, qui sont les auteurs de la fraude, c'est le système lui-même qui a besoin de la fraude pour fonctionner. La fraude systémique trouvera toujours

ensuite à s'incarner, mais les faiblesses humaines n'en sont pas la cause, elles n'en sont que l'instrument.

Je veux bien qu'une approche en ces termes déconcerte le criminologue parce qu'elle le prive d'un sujet de choix et qu'elle insupporte l'économiste, qui a besoin de croire que la rationalité des comportements économiques est toujours vertueuse. Mais est-il préférable d'avoir tort avec les gardiens des dogmes ou raison contre eux ? Si les uns et les autres voulaient bien remettre en cause leurs certitudes obsolètes, ils verraient alors que la fraude est devenue un mode banal de management économique et financier, les comportements strictement délinquants n'étant guère, comme le montrent les fraudes systémiques, qu'une variable mineure d'ajustement. Ils comprendraient alors, peut-être, que la fraude et la délinquance ne sont pas des aberrations négligeables, mais les symptômes des maux du système.

Il reste assurément du pain sur la planche.

NOTES

1. Les dossiers étaient normalement constitués par l'intermédiaire de courtiers et acceptés sur la base de fausses déclarations (situation familiale, emploi, ressources...) sans faire l'objet d'aucune vérification.
2. Un schéma de Ponzi, appelé aussi pyramide, chaîne ou boule de neige est une forme particulière de cavalerie faisant en permanence appel à de nouveaux investisseurs en leur promettant un rendement élevé. En réalité, les derniers arrivants alimentent le système au profit des précédents. Tant que de nouveaux investisseurs entrent dans la chaîne, les précédents reçoivent les intérêts de leurs placements et tout le monde est ainsi persuadé de la viabilité de la chaîne. Mais comme le système requiert toujours plus d'investisseurs, il finit nécessairement par s'interrompre, au détriment des derniers arrivants.
3. On parle des banques trop grosses pour faire faillite, mais il semble aussi qu'à partir d'une certaine importance, plus personne ne parvienne à enrayer les fraudes. Devenues systémiques, elles ne peuvent s'effondrer que d'elles-mêmes, en faisant alors un maximum de dégâts. Ce fut exactement le cas des *subprimes*.
4. Le taux en question étant celui auquel la banque emprunte sur le marché interbancaire. Au sein d'un panel de seize banques, chaque établissement communique quotidiennement à la British Bankers' Association (BBA), groupement interbancaire privé, le taux auquel il prévoit d'emprunter et la BBA calcule la moyenne de ces taux, publiée comme référence du taux Libor. Le mécanisme est identique pour l'Euribor et le Tibor, certaines des banques étant communes aux trois places.
5. D'après la Banque des règlements internationaux (BRI), les actifs concernés s'élèveraient à 450 000 Md\$.
6. Taux Libor pratiqué pour un emprunt d'une durée d'un mois.
7. Barclays, UBS et RBS ont déjà négocié une transaction contre l'abandon des poursuites. Des instances civiles ont été engagées, dont l'issue prendra sans doute des années. Aucune poursuite pénale n'a été engagée contre les dirigeants bancaires, ni contre les responsables politiques.
8. Le terme argotique anglais de « *lemon* » utilisé par Akerlof correspond exactement à notre rossignol, souvent qualifié d'ailleurs de « vieux » pour accroître le mépris qu'on lui porte.

BIBLIOGRAPHIE

AKERLOF G. (1970), « The Market for “Lemons”: Quality Uncertainty End the Market Mechanism », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 84, n° 3, août, pp. 488-500.

BECKER G. S. (1968), « Crime and Punishment: an Economic Approach », *Journal of Political Economy*, pp. 169-217.

BLACK W. (2012), *Une fraude presque parfaite*, traduction. Chemla F. et P., éditions Charles Léopold Mayer.

GONGLOFF M. (2012), « Tim Geithner Admits Banks Bailed Out with Rigged Libor, Costing Taxpayers Huge Amount », *Huffington Post*, 25 juillet.